

En ROUTE pour la METAMORPHOSE



En octobre 2019, les Chiliens se soulevaient contre le modèle néolibéral débridé qui s'est instauré depuis la dictature de Pinochet. A la suite de cette révolte populaire, appelée “*Estadillo social*”, en décembre 2021, une assemblée constituante de 155 personnes élues, rédige une proposition inédite de nouvelle constitution tandis que Gabriel Boric, jeune président de gauche, est élu. Le contexte politique laissait présager des changements sociaux, écologiques et politique radicaux. Coup de massue, le 4 septembre 2022, le texte est rejeté par la majorité du peuple chilien.

Dans cet entretien, **Hugo Sir**, membre du média *Vitrina Dystopica* et du collectif *Espacio Tierra*, soutenu par la Fondation Danielle Mitterrand, revient sur cette séquence historique des dernières années au Chili, en analysant le processus constitutionnel à l'aune des espoirs qu'il a suscité et de ses faiblesses. Il nous partage ainsi sa vision des leçons à tirer de cette expérience pour les mouvements et collectifs de base et les nouvelles lignes de transformations sociales qui se dessinent.



Quelle est la situation au Chili depuis le rejet par référendum du projet de constitution en septembre 2022 ? Dans le contexte des 50 ans du coup d'Etat de Pinochet, il semble malheureusement que l'extrême-droite n'a jamais paru aussi présente et décomplexée depuis la fin de la dictature ?

Depuis mai 2023, les forces d'extrême-droite ont gagné la majorité dans le nouveau Conseil Constitutionnel, chargé de la rédaction du projet de constitution en remplacement de l'ancien processus constituant rejeté par référendum en septembre 2022. Le camp de la droite traditionnelle chilienne s'est fait dépasser par le camp d'extrême-droite, dans la continuité des élections présidentielles de décembre 2021 qui a vu José Antonio Kast accéder au second tour. C'est particulièrement emblématique au moment des 50 ans du coup d'Etat contre le gouvernement de Salvador Allende et l'expérience de l'Unité Populaire et de la « voie démocratique vers le socialisme ». C'est le pire anniversaire que j'ai vu dans ma vie !

Quel est le projet de constitution portée par le nouveau Conseil Constitutionnel dominé par l'extrême-droite ?

C'est une proposition de constitution du 19ème siècle, qui ne s'intéresse pas aux problèmes écologiques, de droits sociaux et d'inclusion des diversités, et de façon générale à toutes les causes de fond qui ont mené à la révolte sociale d'octobre 2019. Les changements qui ont été faits ont mené cette proposition de constitution encore plus à droite que la constitution de Pinochet.

Ils veulent constitutionnaliser le système de retraite et de santé privées – précisément ce que la révolte a voulu effacer. Ils prétendent constitutionnaliser le refus de l'avortement au nom de ce qu'ils appellent « l'objection de conscience », alors que la loi existante est déjà très stricte sur l'avortement.

La proposition de constitution 2022 reconnaissait le droit de syndicalisation au niveau des secteurs de production, alors qu'aujourd'hui on ne peut le faire qu'au niveau des entreprises. Aujourd'hui, cette proposition disparaît. Les droits des travailleurs de manifester sont beaucoup plus réduits également. Le projet propose également de retirer certaines taxes visant les propriétaires de biens immobiliers très fortunés. C'est comme si pour chaque demande passée dans le précédent projet de constitution, il y avait une demande réactionnaire et régressive dans le projet actuel !

Quelle est la position actuelle du gouvernement de Gabriel Boric, et quelle responsabilité porte-t-il dans cette situation assez désastreuse, après avoir suscité des espoirs lors de son arrivée à la présidence fin 2021 ?

Nous avons vu au cours des deux dernières années que les forces « progressistes » au gouvernement ont contribué de fait à préparer le terrain à la montée en puissance des forces d'extrême-droite.

Avec les collectifs impliqués dans l'*Espacio Tierra* nous avons toujours eu une distance et une méfiance avec ce gouvernement et nous n'avons pas été réellement surpris. Ce qui a été le plus décevant pour nous, c'est que notre tactique de chercher à faire pression sur ce « gouvernement de gauche » pour obtenir des changements sociaux n'a pas abouti. Cette stratégie était reliée à l'existence du processus constituant qui était comme une prolongation de notre révolte d'octobre 2019 contre le néolibéralisme extrême et autoritaire installé depuis la dictature de Pinochet.

Le processus constituant n'était pas le but de notre révolte, mais au moins un premier changement pour tout le monde. Nous avons donc agi à l'intérieur de la Convention constitutionnelle pour en repousser les limites^{***}. Puis Boric a été élu en décembre 2021 notamment du fait du rejet du candidat d'extrême-droite arrivé au second tour, José Antonio Kast, un nostalgique de Pinochet. Et aussi parce qu'il promettait, lors de sa campagne, qu'il allait soutenir le processus constituant. Mais en vérité, il n'a rien fait. Il a attendu le résultat du référendum de septembre 2022 passivement. Le gouvernement aurait pu renforcer les liens avec les mouvements de base, de défense des territoires. Il aurait pu également mener des politiques contre la précarité pour que les gens, simplement en ayant eu leurs conditions de vie assouplies, puissent libérer du temps pour s'approprier le processus constituant : lire, discuter, être sensibilisé.e.s aux politiques progressistes, etc. Mais il ne l'a pas fait. Par ailleurs, les médias ont construit un lien entre le processus constituant et la politique du gouvernement Boric. Chaque action impopulaire du gouvernement a impacté la popularité du processus constituant.

Au sein de cette frange plutôt institutionnelle, il y a eu selon nous une lecture fautive de la situation, basée sur la croyance que s'il y avait une droitisation de la société, alors il fallait en réaction plutôt se modérer pour « éviter les extrêmes ».

^{***}Voir entretien réalisé en février 2022 avec Hugo Sir et Juliette Marin-Rios dans le livre « *Donnons vie aux utopies* », mars 2023

Mais à chaque fois que la logique du compromis modéré gagne, les forces d'extrême-droite progressent au sein de la société, en prospérant sur la déception des gens face à l'impuissance des politiques « modérées » à vraiment changer le statu quo, créer des transformations concrètes dans leurs vies. On a la même situation en Argentine. Pour se faire élire, Javier Milei a énormément utilisé les modalités corporelles et symboliques de la radicalité face à une gauche et des forces institutionnelles qui jouent sans cesse la modération.

Ce qu'il faut faire est fondamental : il faut occuper autrement l'endroit de la radicalité et assumer des politiques et des pratiques de rupture !



Repas partagé dans les nouveaux locaux d'Espacio Tierra

Quelles leçons les mouvements sociaux, les alternatives et les forces « d'en bas » au Chili peuvent-elles tirer de cette situation ?

Dans le cadre du processus constituant, notre constellation d'alternatives de terrain a buté sur une limite forte. Nous n'avions pas une proposition alternative large et accessible au plus grand nombre sur une autre manière de faire de la politique que la politique institutionnelle. Cet imaginaire s'est ancré pendant la dictature et dans la transition post-dictature : l'idée que la politique est uniquement dans l'institution, avec des jeux d'intérêts et de compromis qui impliquent toujours in fine le maintien du statu quo.

Pour donner corps à un autre imaginaire, il faut construire des alternatives visibles et concrètes pour la plupart des gens dans la vie quotidienne, dans nos territoires. Depuis les derniers mois, nous vivons une sorte de réactivation de l'imagination politique. Les mouvements commencent à beaucoup plus réfléchir à construire des « contre-institutions » populaires dans la vie quotidienne.

Quelles perspectives pour les alternatives concrètes et ancrées dans les territoires au Chili ? Pourquoi est-ce important de reconstruire des « pouvoirs populaires » ?

Nous devons reconstruire des « pouvoirs populaires » et alternatives concrètes, partout dans les territoires. Avec un objectif : ne pas rester enfermé entre groupes militants « de gauche » et sortir des positions idéologiques simples. Il faut créer des possibilités de se rencontrer et cohabiter entre des gens d'horizons différents. Creuser ensemble des choses qu'on peut construire ensemble à partir de nos besoins, pour renforcer notre pouvoir. C'est une autre leçon majeure qu'on a tirée après l'échec du processus constituant.

Un autre enjeu est le besoin d'expérimenter une nouvelle forme de radicalité.



Table-ronde "Les guerres fractales du capital" en présence de divers collectifs

Non pas une radicalité de discours ou d'esthétique. Mais une radicalité dans le fait d'inscrire nos pratiques et nos énergies dans nos territoires, dans le milieu social le plus proche de nos problématiques quotidiennes, pour se confronter aux problèmes à la racine ! Cela implique de rencontrer ton voisin, ta voisine, les gens qui habitent à côté de chez toi, qui sont touchés par des problématiques concrètes et ne trouvent pas de perspectives dans la politique de gauche institutionnelle.

Nos adversaires ont bien compris cet enjeu. La droite n'a pas fait que de la propagande et des fake-news durant la campagne pour la constitution en 2022. Depuis des années, ils se sont ancrés dans les territoires et ont mené du travail de terrain avec beaucoup de moyens. La droite classique a investi les quartiers populaires dans une perspective clientéliste avec la possibilité de fournir des emplois, etc. En outre, beaucoup d'évangélistes pentecôtistes sont présents dans les quartiers populaires, en remplacement de la frange de gauche populaire de l'Eglise catholique frappée pendant la dictature. Ils ont créé des lieux et des infrastructures matérielles très fortes. Ils occupent aussi le *Wallmapu*, les territoires mapuches, en y installant des églises évangéliques qui empruntent à l'imaginaire militaire en se nommant symboliquement « *ejercitos* » (armées).

Ils ont diffusé un sens de la communauté basé sur des valeurs très conservatrices, contre la délinquance et pour la sécurité, contre l'immigration, etc. Cela crée ainsi une alliance interclasses entre des gens des quartiers populaires et des gens plutôt aisés. Pour finir, le secteur rural a été laissé de côté par une partie de la gauche, et a complètement été récupéré par la droite, qui a les moyens de faire des publications dans tous les médias ruraux. Il nous faut saisir ce problème et développer des réponses à partir de ces besoins.

Dans cette perspective, quelles sont les actions de l'Espacio Tierra ? Comment s'inscrit-il dans ce maillage d'alternatives, de solidarités et de réseaux d'entraide qui émergent au Chili ?

Nous avons ouvert l'*Espacio Tierra* fin 2022, au sein du « *Centre Social Urracas* », au sein du quartier de Quinta Normal, en banlieue de Santiago. Il se définit comme une coopérative autonome de production de savoirs. Notre objectif est de créer des savoirs à partir de pratiques concrètes de divers groupes qui se rencontrent au sein de l'espace : des collectifs d'habitant.es de quartiers, des assemblées de territoires, des groupes écologistes, des groupes de lutte de dissidence sexuelle, etc.

Dans ces espaces, nous amenons différentes ressources dont les gens ont besoin pour créer des activités et faire connaissance. Nos actions se déploient sur plusieurs axes. Nous organisons des activités publiques larges : des concerts, des conférences, des cantines, etc. Nous soutenons aussi certains projets des collectifs reliés à l'*Espacio Tierra* avec des petites sommes d'argent, pour qu'ils laissent une trace sous différents formats (podcast, vidéos, documentaires, textes, photos, etc). Nous cherchons à créer ces nouveaux espaces de rencontre entre milieux, pratiques et mondes divers. Nous fabriquons cette possibilité par la mise à disposition de lieux concrets et d'infrastructures – micro, radio, caméras, etc – qui permettent de produire, éditer et partager ces savoirs et savoir-faire. Nous développons un site internet avec la possibilité de diffuser nos contenus en podcast et format audiovisuel. Et nous souhaitons lancer une maison d'édition.



Notre objectif est aussi de construire une autre temporalité que celle des élections et des votes. Certain.e.s ont mis beaucoup d'énergie dans la campagne électorale du référendum en 2022. Nous cherchons à nourrir une dynamique de radicalité de plus long-terme. Nous disons que « nous avons le temps de la Terre ». C'est tellement important de se donner la possibilité d'agir, avec bien sûr le sens des urgences, mais dans une temporalité façonnée par des dynamiques collectives et pas par la cruauté du capitalisme.

Nous essayons de revenir sur l'histoire passée du Chili, par exemple celle du coopérativisme, pour lui redonner une nouvelle énergie. La temporalité longue, c'est aussi la relation entre les générations, qui donne la possibilité d'imaginer un futur alternatif à la catastrophe capitaliste.



A l'automne, nous avons fait une activité avec le collectif *Vamos hacia la vida* [Allons vers la vie] pour réfléchir à ce qui reste de l'organisation autonome de la révolte de 2019. Il persiste beaucoup de petits groupes et associations dont l'objectif est de s'entraider et résoudre des problèmes de la vie quotidienne à l'échelle de leurs quartiers. Par exemple, dans un quartier il y a une assemblée d'habitant.es, ainsi qu'une coopérative pour acheter ensemble des denrées de base, des produits pour bébé et essayer de faire des économies. Dans d'autres quartiers, on voit apparaître beaucoup d'initiatives d'éducation populaire pour enfants ou adultes.

Ces initiatives se multiplient. Elles peuvent ne pas paraître très radicales mais en fait elles le sont énormément. Elles ne sont pas isolées : c'est un mouvement d'entraide de fond qui prend soin de l'énergie collective. Qui affirme que s'organiser ensemble ça sert encore à quelque chose. C'est aussi relié à une perspective plus grande de régénération de « pouvoirs populaires », d'auto-organisations d'habitant.es dans leurs territoires. Si, lors de la prochaine révolte, on veut arriver à quelque chose de plus intéressant pour nous et la population, il faut développer ce maillage d'alternatives concrètes partout dans les territoires qui fassent partie de quelque chose de plus vaste.

Par exemple, une participante de l'*Espacio Tierra* s'implique dans le collectif *Gazetta Ambiental* basé dans le *Wallmapu* : la défaite du référendum les pousse à revisiter leur manière de faire de la politique. Dans le projet de constitution de 2022, il y avait beaucoup d'axes autour de l'écologie et du soin de la nature, mais ils n'étaient pas partagés largement dans la société. Un exemple terrible et emblématique est que la région de Petorca, très touchée par la monoculture extractiviste de l'avocat, et qui a élu Rodrigo Mundaca du MODATIMA comme gouverneur en 2021**, a voté majoritairement contre la nouvelle constitution. De l'extérieur cela peut paraître irrationnel car les habitant.es sont les premier.es touché.es par les dégâts de l'extractivisme néolibéral : il n'y a plus d'eau dans leurs rivières, leurs puits, etc. Quand on leur demandait pourquoi, iels mettait en avant des problèmes de vie très concrets : comme si les mesures de protection de l'environnement concurrençaient la possibilité d'avoir assez à manger pour la fin du mois.

**Voir *Donnons vie aux utopies*, Entretien avec Manuela Royo, février 2022

On ne peut pas simplement résoudre ce problème par de la communication politique. Il faut construire un lien réel entre les mouvements écologistes et les communautés qui habitent ces endroits détruits par les projets extractivistes et capitalistes. Les organisations écologistes doivent maintenant se tourner vers la vie quotidienne des gens. Cette leçon adressée aux mouvements sociaux ne vaut pas uniquement pour le Chili. Elle s'applique à énormément de pays, de territoires, que ce soit la France ou ailleurs.



Table-ronde "Comment redessiner les institutions. Horizons, limites et défis du Buen Vivir en temps d'effondrements" en présence de Manuela Royo alors membre de l'assemblée constituante, de représentant-es de municipalités et d'activistes de centres culturels et sociaux.

En quoi la construction de toutes ces alternatives permettent-elles de renforcer la joie et le soin communautaire ?

C'est un point vraiment fondamental. A l'*Espacio Tierra*, on travaille avec des personnes historiquement maltraitées et violentées au sein de la société. Avec des survivant.es de la dictature, avec des dissidences sexuelles qui ont vécu des époques très dures de grande pauvreté dans les années 80 et 90. Notre position est celle de la justice : rendre justice à partir de notre travail sur la mémoire et l'histoire. Pour pouvoir vivre la dignité à travers l'espace que nous mettons à disposition.

Nous discutons aussi de comment s'organiser de façon non « assistencialiste » ou verticale. Dans l'idée de construire notre espace comme un réseau de soin entre nous, un lieu qui permette la participation joyeuse : faire la fête entre nous, célébrer nos victoires, mais aussi créer ensemble. Par exemple des gens voulaient faire un documentaire sur leur histoire, mais n'avaient pas les moyens. Ici, iels ont pu rencontrer des gens pour les aider à réaliser leur projet : c'est ça la joie, la possibilité d'avoir une prise pour réaliser son idée.

On vit aussi la joie de se rencontrer entre des personnes qu'on n'aurait pas rencontrées autrement, des gens de différents quartiers, du mouvement d'éducation populaire, des mouvements de dissidence sexuelle, ou encore d'espace d'organisations territoriales. Tout ça nous permet d'imaginer la poursuite et la pérennité de l'*Espacio Tierra*. Nous allons continuer d'expérimenter concrètement la redistribution d'une petite partie de nos « richesses » mutuelles !